



Organisation des Nations Unies

COMPTE-RENDU DE L'ACTUALITÉ DES NATIONS UNIES EN RDC A LA DATE DU 12 JUIN 2019

MONUSCO :

L'examen stratégique indépendant demandé par le Conseil de sécurité dans la dernière résolution relative à la République démocratique du Congo et à la MONUSCO est en train de se mettre en place. Il sera dirigé par Youssef Mahmoud qui apporte sa longue expérience au sein des Nations Unies ainsi qu'une très bonne connaissance de l'Afrique. Avant de prendre sa retraite en 2011, il a notamment été Représentant spécial du Secrétaire général en Centrafrique et au Tchad et Représentant exécutif du Secrétaire général au Burundi.

Youssef Mahmoud et son équipe seront présents en République démocratique du Congo dans les prochains jours pour des rencontres avec les autorités du pays et les représentants des organismes des Nations Unies, des États Membres et des organisations régionales. Il est aussi prévu qu'ils visitent des pays de la région. Ils rédigeront ensuite un rapport qui devra être transmis au Conseil de sécurité d'ici au 20 octobre.

Ce rapport, selon les orientations données par le Conseil dans la résolution 2463, comprendra une évaluation de la situation actuelle, des recommandations et des options pour adapter la future configuration des composantes civile, policière et militaire de la MONUSCO.

Et c'est donc suite à la publication de l'examen stratégique que le Conseil de sécurité ajustera de nouveau le mandat de la MONUSCO, lequel sera adopté à la fin du mois de décembre.

Kasaï :

Plus de 300 ménages victimes des conflits de la milice Kamuina Nsapu ont bénéficié d'un projet de réinsertion sociale et économique soutenu par la MONUSCO.

Ce projet a été financé par la section DDRRR de la MONUSCO à hauteur d'un peu plus de 100 000 dollars américains, dans le cadre de son programme de réduction des violences communautaires et a été exécuté par l'ONG Cris du peuple opprimé (CPO).

Axé sur l'élevage de volailles et la culture maraichère, ce projet a duré six mois, et a permis à ses différents bénéficiaires, notamment des ex-miliciens et 150 femmes vulnérables de la commune de Katoka, de se prendre en charge.

Ces jeunes et femmes représentant les chefs des ménages ciblés et victimes du conflit Kamuina Nsapu ont été formés à diverses matières parmi lesquelles la comptabilité élémentaire, le petit commerce, l'épargne responsable, la gestion sur la conduite de l'élevage et de la culture maraichère, la bonne gouvernance et le civisme. À l'issue de la formation préalable, le projet a également doté ces 300 ménages de kit d'élevage ou de

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 48 08 ; mobile : +243 81 89 0 77

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

culture maraichère selon leur choix. 167 bénéficiaires ayant subi un stress traumatique, suite aux violences, ont aussi bénéficié d'un accompagnement psychologique individuel pendant les six mois du projet.

La MONUSCO, à travers sa section DDRRR, est engagée dans la région du Kasai en soutenant la démobilisation des ex-miliciens à travers différents projets de réinsertion dans le cadre du programme de réduction des conflits communautaires qui bénéficient, à la fois, aux ex-miliciens qui se démobilisent et aux membres de la communauté qui ont été victimes des exactions des milices.

Nord-Kivu :

Dans le cadre de la riposte contre la maladie à virus Ebola, la Police de la MONUSCO a renforcé sa présence à Butembo passant de sous-secteur à secteur. Le nombre d'officiers de police individuels a été renforcé en plus de la présence de deux pelotons des Unités de Police Constituées du Sénégal et de l'Egypte.

Dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie de lutte contre l'insécurité, des numéros verts ont été établis pour permettre aux populations de saisir plus rapidement la Police nationale congolaise (PNC) en cas de menaces.

Outre la sécurisation des équipes de la riposte, la Police de la MONUSCO effectue des séances de sensibilisation auprès des FARDC et de la PNC. Elle participe aussi à la recherche et à la localisation des personnes qui ont été en contact avec des malades.

Sud-Kivu :

En marge de la célébration de la Journée internationale des Casques bleus, le 29 mai 2019, la Police de la MONUSCO a apporté des dons aux femmes veuves vivant avec leurs enfants dans le camp militaire Saio, au quartier Ndendere, commune d'Ibanda à Bukavu.

Il s'agissait d'un lot très important composé de vivres et de non vivres tels que des sacs de maïs, de haricots, de semences, des matériels agricoles et d'autres produits alimentaires au profit de dix veuves et de 30 orphelins.

A cette occasion, le chef de secteur a réitéré l'engagement de la Police de la MONUSCO à accompagner la population civile, plus précisément les femmes et les enfants victimes de violences. Il a rappelé le thème retenu pour la Journée internationale des Casques bleus de l'ONU cette année, « Protéger les civils, protéger la paix », avant d'ajouter : « nous avons voulu investir dans la plus petite enfance pour semer les graines de la paix et c'est cela qui a orienté le choix vers ce camp, structuré de plus de mille maisons pour loger les veuves des militaires et les orphelins ».

Ituri :

Dans le cadre de la professionnalisation et l'autonomisation de la PNC, la cellule de formation de la Police de la MONUSCO du secteur de Bunia organise, en partenariat avec le Commissariat provincial

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 08 ; mobile : +243 81 89 0 77

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

et le Commandement de l'école de Police, une session de recyclage au profit de 30 officiers de Police Judiciaire (OPJ) de l'Escadron Protection de l'Enfant et Prévention des Violences Sexuelles (EPEPVS) et des Points focaux Violences Sexuelles Basées sur le Genre (VSBG)/ Protection de l'enfant (PE) des différentes unités de police.

Après avoir salué le partenariat entre la MONUSCO et la PNC, les formateurs de la composante Police de la MONUSCO ont exprimé leur gratitude à l'endroit des responsables de la PNC dans la province de l'Ituri et du directeur de l'école pour la disponibilité et l'engagement dont ils font preuve pour la réussite organisationnelle des différentes sessions de recyclage.

Le directeur de l'école de police a remercié la composante Police de la MONUSCO qui ne ménage aucun effort pour améliorer les compétences professionnelles de la PNC.

Kinshasa :

La Police de la MONUSCO a organisé, le 27 mai 2019, un séminaire autour du thème : « préservation des traces et indices sur la scène de crime », au profit de 20 magistrats du parquet de Kinshasa, de 10 officiers de police judiciaire et de 10 spécialistes de la police technique et scientifique.

Le Directeur de la Police Technique et Scientifique (PTS), le Commissaire supérieur principal Mapela-Mviniama Ruphin, a remercié la Police de la MONUSCO pour cette initiative. Il a indiqué que les experts de la Police des Nations Unies qui sont en colocation au niveau de sa direction, après avoir évalué leurs besoins, ont choisi ce thème d'actualité. Au moment où, l'aveu ne suffit plus à lui tout seul pour établir la culpabilité, le recoupement par preuve matérielle est un impératif dans toute enquête judiciaire.

L'objectif général de cette formation était de « sensibiliser les acteurs (...) sur la nécessité d'assurer la préservation des traces et indices sur les scènes de crime ».

Equipe de pays :

Confirmation hier du premier cas d'Ebola en Ouganda. Le Ministère de la Santé ougandais et l'Organisation mondiale de la santé indiquent qu'il s'agit d'un enfant de 5 ans venu de la République démocratique du Congo qui est actuellement pris en charge à Bweru.

L'OMS et le Ministère ont déployé une Equipe de riposte rapide pour identifier les personnes à risque et garantir le suivi et la surveillance des contacts autour de ce cas. L'OMS souligne que l'Ouganda avait vacciné 4 700 personnels de santé dans 165 centres, y compris celui qui a pris charge l'enfant malade, et que des unités de traitement sont en place.

Pour rappel, l'Ouganda a déjà connu des flambées d'Ebola et a su les gérer et y mettre fin. Aucun autre cas n'a été confirmé nulle part ailleurs dans le pays mais les partenaires appellent à la vigilance.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 08 ; mobile : +243 81 89 0 77

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

Dans le Nord-Kivu et en Ituri, l'épidémie en cours a fait 1396 victimes, sur un total de 2071 cas confirmés ou probables, selon les chiffres les plus récents.

Concernant la Journée internationale des réfugiés, il convient de signaler qu'aujourd'hui, c'est la célébration de la Journée mondiale contre le travail des enfants.

Malgré l'adoption de la Convention des droits de l'enfant en 1989, le problème du travail des enfants persiste encore aujourd'hui à différents niveaux, partout à travers le monde. 19,6% des enfants africains sont touchés, le continent le plus concerné.

Cette année, la Journée mondiale contre le travail des enfants passera en revue les progrès accomplis en 100 ans de soutien de l'Organisation internationale du travail aux pays pour combattre le travail des enfants.

Demain sera célébrée la Journée internationale de sensibilisation à l'albinisme. Les personnes atteintes d'albinisme sont victimes de nombreuses formes de discrimination dans le monde. L'albinisme continue d'être profondément mal compris, aussi bien sur le plan social que médical.

L'apparence physique des personnes souffrant d'albinisme est souvent l'objet de croyances et de mythes erronés et dans certaines communautés, ces croyances mettent en danger constant leur vie et leur sécurité.

Le thème de la Journée cette année est « Toujours la tête haute ». Il s'agit d'un appel à reconnaître, célébrer et exprimer sa solidarité avec les personnes atteintes d'albinisme dans le monde entier et à soutenir leur cause - de leurs réalisations à la promotion et à la protection de leurs droits fondamentaux.

Le weekend dernier, le Bureau conjoint droits de l'homme a organisé une activité avec la Fédération des Albinos du Congo (FALCO) réunissant 130 personnes, dont une trentaine de femmes des chefs coutumiers et d'autres responsables, autour de performances musicales d'artistes albinos.

Et enfin, ce dimanche 16 juin, la Journée de l'Enfant africain (JEA) est célébrée sur le thème cette année de « L'action humanitaire en Afrique : les droits de l'enfant avant tout ».

Cette année, l'Union africaine a mis un accent particulier sur les crises humanitaires qui ont un impact considérable sur les enfants. A travers ce thème, les différents Etats africains reconnaissent fondamentalement que l'enfant africain subit les conséquences les plus graves des conflits armés, des tensions, des conflits et d'autres catastrophes et crises humanitaires et qu'il ne jouit malheureusement pas d'une protection suffisante.

Selon l'UNICEF, environ un enfant sur quatre vit dans des pays frappés par des crises humanitaires.

Plusieurs activités seront organisées à travers tout le pays, en plus de la production et la diffusion d'émissions télévisées et radiophoniques et de l'organisation d'activités de plaidoyer des enfants auprès des autorités.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 08 ; mobile : +243 81 89 0 77

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

Situation militaire :

(Par le lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire de la MONUSCO)

Durant les dernières semaines, les activités majeures de la Force de la MONUSCO ont été marquées par la poursuite des opérations dans les différentes provinces où les troupes onusiennes sont déployées afin de garantir la protection des civils à partir des détachements de réaction rapide ou de contrôle de certaines zones dans lesquelles les groupes armés restent actifs. Aussi, la Force de la MONUSCO a célébré la Journée internationale des casques bleus le 31 mai 2019. A cette occasion, le Général de Corps d'armée Elias, commandant de la Force de la MONUSCO, a prononcé un discours pour rendre hommage à plus d'un million d'hommes et de femmes qui ont servi en tant que soldats de la paix des Nations Unies depuis la première mission en 1948.

Sur le plan opérationnel, les principales informations sur la situation sécuritaire de ces dernières semaines dans les différentes provinces se présentent comme suit :

Dans la province de l'Ituri, la dégradation de la situation sécuritaire du fait de la reprise de la violence de la part des miliciens notamment dans le territoire de Djugu est très préoccupante. Cette violence s'exerce contre les communautés Lendu et Hema ainsi que contre les forces de sécurité de la République démocratique du Congo. Face à cela, notre action vise en liaison étroite avec nos partenaires militaires des FARDC et les bureaux civils de la MONUSCO, à identifier les causes de cette recrudescence de la violence et à déployer des dispositifs visant à ramener la stabilité.

Dans le territoire de Beni, l'environnement sécuritaire reste marqué par une persistance de la violence. La MONUSCO travaille en étroite collaboration avec les forces de sécurité de la RDC pour protéger les civils face à cette violence perpétrée par les groupes ADF et Mai-Mai. A titre d'exemple, à la suite de ces accrochages, différents détachements de réaction rapide ont été engagés en renfort des FARDC, le 8 mai 2019 dans la ville de Butembo et de la PNC, le 12 mai 2019, à Cantine (54 km au sud-ouest de Beni). En plus de l'appui feu, des patrouilles ont été actionnées sur les sites des incidents, permettant ainsi de mettre fin à l'attaque et de repousser rapidement les assaillants et créer un environnement sécurisé dans la région. De plus et afin de renforcer la situation sécuritaire dans la région, la brigade d'intervention a déployé deux bases opérationnelles temporaires respectivement à Mavove et à Kisiki (2 km au sud de Mayi Moya)

En outre, la Force de la MONUSCO a contribué à faciliter l'action des agences humanitaires en charge de la lutte contre Ebola par la sécurisation des déplacements et le stationnement des équipes de l'OMS et de leurs partenaires, de jour comme de nuit dans la région de Beni, de Boikene et de Butembo.

Dans le reste de la province du Nord-Kivu, la grande région du Masisi reste très fragile, raison pour laquelle les troupes de la MONUSCO ont conduit plusieurs déploiements, des patrouilles de domination de terrain et aussi des activités d'engagement communautaire, visant à assurer une présence dissuasive et davantage de sécurité. On peut citer par exemple que deux bases opérationnelles

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 08 ; mobile : +243 81 89 0 77

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

temporaires ont été déployées par le bataillon indien de déploiement rapide depuis le 1 juin 2019, à Nyabiondo (64 km au nord-ouest de la compagnie opérationnelle de Sake) et depuis le 5 juin 2019 à Bihambwe (36 km au nord-ouest de la compagnie opérationnelle de Sake).

Dans la province du Sud-Kivu, la Force de la MONUSCO effectue depuis le 3 juin 2019 des opérations de présence dissuasive dans les différentes localités affectées par la violence afin d'assurer la protection des civils et renforcer la confiance des habitants en la MONUSCO. Ainsi, la Force a déployé deux bases opérationnelles temporaires à Mikenge (25 km nord au sud de la base opérationnelle de Minembwe) et à Mushenge (28 km au sud-ouest de Kalemie) afin de maintenir un environnement de confiance et assister les différents bureaux de la MONUSCO dans leur action de médiation et de stabilisation.

Dans la région des Kasai, les troupes de la MONUSCO conservent une présence dans la localité de Kamako à l'ouest de Tshikapa. En outre, une base opérationnelle temporaire a été déployée depuis le 15 mai 2019 à Lusambo (155 km nord-ouest de Kananga). L'objectif de ce déploiement est de mener de façon simultanée des activités de sensibilisation et de rapprochement communautaires afin d'apaiser la tension et ramener le calme.

Au titre de la coopération civilo-militaire, la Force de la MONUSCO, à travers ses différents contingents, continue de dispenser des cours d'anglais, d'informatique et de renforcement des capacités des civils en menuiserie, en mécanique automobile et en électronique. Parallèlement, des équipes médicales sont déployées pour fournir des soins à titre gracieux et porter assistance aux populations civiles. De l'eau potable et des lampes solaires sont également distribuées aux habitants dans différentes localités.

Enfin, malgré la poursuite des attaques perpétrées par les groupes armés, la mission de protection par projection obtient des résultats encourageants. Ainsi, durant ce mois de juin 2019, un total de **91** éléments appartenant à divers groupes armés parmi lesquels, **75** enfants soldats se sont rendus à la MONUSCO et aux FARDC. Ils sont actuellement pris en charge par la section **Désarmement, Démobilisation, Rapatriement, Réintégration et Réinsertion (DDRRR)** de la Mission en vue de leur réinsertion.

En guise de conclusion, nous appelons une fois encore les combattants irréguliers à déposer les armes et à rejoindre le processus de Désarmement, Démobilisation et Réinsertion (DDR) des combattants pour eux, leurs enfants et les populations de ce pays.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 08 ; mobile : +243 81 89 0 77

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28